

La filière porcine en France : performances, vulnérabilités et coûts sociétaux

26 novembre 2025

Le Bureau d'analyse sociétale d'intérêt collectif (BASIC) a publié, en octobre 2025, un [rapport](#) sur la métamorphose de la filière porcine française depuis les années 1960 et ses conséquences. Intensification de l'élevage, agrandissement des exploitations et spécialisation géographique ont radicalement transformé les rapports de force entre acteurs, ainsi que les modèles productifs. La course aux volumes et aux prix s'est traduite par l'industrialisation et la concentration de la chaîne de valeur du porc. Ces évolutions s'observent à l'amont : réduction importante du nombre d'exploitations et multiplication par 50 du nombre d'animaux par exploitation entre 1970 et 2020 ; industrialisation de la transformation grâce au rôle clef des additifs nitrités. Elles s'observent aussi à l'aval : division par dix du nombre d'abattoirs depuis 1968 ; restructuration de la transformation avec 4 % des entreprises françaises de charcuterie concentrant 45 % du chiffre d'affaires total. Ces évolutions sont étroitement liées aux transformations des conduites alimentaires des Français, la charcuterie occupant désormais la première place du budget « viande » des ménages (environ 40 % des dépenses). Les auteurs soulignent le poids de la grande distribution, qui concentre 91 % des achats de charcuterie et génère une marge nette avant impôt loin devant la moyenne des autres rayons frais (8,2 € sur 100 € de chiffre d'affaires, contre 1,1 € pour l'ensemble du frais en 2023).

Si le taux d'auto-provisionnement en porc approche les 100 % en France, il masque des déséquilibres entre importations et exportations dans les différents maillons de la chaîne. Par exemple, 30 % de la fabrication de charcuterie dépendraient de viandes issues des pays voisins (ex. Espagne), où la compétitivité prix des produits standardisés et massifiés est supérieure. Autre ombre au tableau, la filière porcine fait peser des coûts importants sur l'ensemble de la société, tant en matière de soutiens publics (823 millions d'euros de subventions et d'exonérations fiscales en 2021) que de prise en charge des impacts sanitaires et écologiques (2 milliards de dépenses de santé et de traitement des pollutions de l'air et de l'eau associées à la filière porcine en 2021).

Face à ces défis majeurs, des [études prospectives](#) récentes ont esquissé des scénarios tendanciels et de transition (baisse de la spécialisation territoriale, etc.), et les auteurs appellent à la mise en débat de ces trajectoires possibles.

Delphine Acloque, Centre d'études et de prospective

Source : [BASIC](#)